

Mairie de Draguignan  
Département du Var



**DÉCISION MUNICIPALE N° 18-353**

**OBJET :** Convention conclue entre la commune de Draguignan et l'organisme de formation OTHIS Formation portant formation professionnelle obligatoire.

**Richard STRAMBIO – Maire de la Ville de DRAGUIGNAN ;**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22 ;

Vu la délibération n° 2014-023 en date du 17 avril 2014, modifiée par les délibérations n° 2014-125 en date du 10 octobre 2014, n° 2014-173 en date du 23 décembre 2014 et n° 2015-155 en date du 12 novembre 2015 et n° 2017-111 en date du 12 juillet 2017, par lesquelles le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDÉRANT** que la commune a sollicité l'organisme de formation OTHIS Formations pour la mise en œuvre des formations obligatoires « Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux » pour tous les agents des services techniques ;

**CONSIDÉRANT** la volonté de la commune de tout mettre en œuvre afin de permettre aux agents des services techniques d'exercer leurs missions en conformité avec la réglementation ;

**DÉCIDE :**

**Article Unique :** la signature d'une convention entre la commune de Draguignan et l'organisme de formation OTHIS Formations portant sur la mise en œuvre des formations « Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux » pour le personnel des services techniques, visant une habilitation. Cette convention prendra effet le 15 octobre 2018, selon les termes définis dans ladite convention, moyennant la somme de 4 900 €.

**La présente Décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.**

*LE MAIRE CERTIFIE SOUS SA RESPONSABILITÉ LE CARACTÈRE EXÉCUTOIRE DE LA PRÉSENTE DÉCISION ET RAPPELLE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R. 421-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, QU'ELLE PEUT ÊTRE CONTESTÉE DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON, DANS UN DÉLAI DE DEUX MOIS À COMPTER DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ.*

Fait à Draguignan, le

**16 OCT. 2018**



**Richard STRAMBIO**

  
**Maire de Draguignan**